

PROCÈS DE L'AFFAIRE ACHOUR ABDERRAHMANE-BNA

Les chèques, l'autre argument de la défense

Le procès de l'affaire Achour Abderrahmane-BNA, après cassation auprès de la Cour suprême, apportera-t-il du nouveau par rapport à tout ce qui a été dit jusque-là ? C'est la question soulevée par des observateurs du domaine judiciaire, au lendemain de l'ouverture du procès au niveau de la cour d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Aucun fait marquant n'a été enregistré lors de ce second jour du procès, qui se tient au tribunal correctionnel de Sidi M'hamed.

Hier mercredi, il a été poursuivi la lecture du volumineux arrêt de renvoi d'une centaine de pages. Il a fallu attendre la fin de l'après-midi pour que les premières auditions soient entamées. Il s'agit de l'un des ex-employés de la BNA, condamné en 2009 à quatorze années de prison ferme.

La nouveauté dans ce procès en appel est la mise à la disposition de la défense du corps du délit, en l'occurrence les 1957 chèques de cavalerie.

Pour M^e Lceb, avocat de Achour Abderrahmane, «il s'agit là d'un moyen de défense important que nous comptons mettre en exergue lors de nos plaidoiries». Pour cet avocat, à la diff-

rence du procès de 2009, «cette fois-ci, nous allons démontrer les anomalies et autres contradictions avancées par l'accusation. L'étude de ces chèques nous a permis de relever des faits contradictoires, que nous allons porter à l'attention du tribunal criminel. Ce sera des révélations importantes», a soutenu notre interlocuteur.

Il est à noter que lors du premier procès, les chèques en question, considérés par la défense comme «le corps du délit», n'ont pas été présentés à l'audience. Pour cette fois-ci, les avocats ont exigé leur présence à l'audience, sinon ils boycotteraient le procès. Une demande qui a connu une suite favorable, après un ajournement du procès, pour une vingtaine de jours.

Pour rappel, cette affaire a éclaté en 2005 à la suite d'une lettre anonyme adressée aux plus hautes autorités du pays.



Rien de nouveau au tribunal de Sidi M'hamed.

L'enquête diligentée a donné lieu à l'inculpation d'une trentaine de personnes.

Dans ce dossier, en plus de Achour Abderrahmane, ses associés, sa secrétaire et son épouse, les responsables des agences

BNA de Bouzaréah, de Zighoud-Youcef, de Cherchell, de Koléa, ainsi que l'ex-PDG de la BNA, son inspecteur général, le directeur régional et celui du réseau exploitation, deux commissaires aux comptes, deux experts

comptables, le directeur du service informatique ont été également inculpés pour, entre autres, association de malfaiteurs, dilapidation de deniers publics, faux en écriture bancaire, escroquerie et chèques sans provision.

Poursuivi dans le scandale de la BNA pour détournement de 22 milliards de dinars par le biais de crédits sans garantie, de jeu de traites creuses et croisées et de chèques de cavalerie, Achour Abderrahmane, le principal mis en cause, est également inculpé dans quatre autres affaires de faux et usage de faux, escroquerie et détournement de terres agricoles.

Signalons que ces affaires n'ont connu leur épilogue qu'une fois Achour Abderrahmane a pris la fuite vers le Maroc, suite à l'éclatement de l'affaire BNA, banque à laquelle il aurait causé un préjudice de plus de 22 milliards de dinars, selon certains, et de 32 milliards de dinars, selon des sources proches du dossier, expliquant que les pertes occasionnées n'ont pas encore été définitivement arrêtées.

A. B.

ILS EXPLIQUENT CELA PAR DE MAUVAISES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Les employés du secteur de la solidarité sans salaires

Des milliers d'employés du secteur de la solidarité ne perçoivent pas leurs salaires de manière régulière. La raison ? De mauvaises prévisions budgétaires qui empêchent les directeurs régionaux de verser les salaires et même d'honorer les charges. Le Snapap crie au scandale. Il organise samedi un rassemblement devant le ministère de la Solidarité avant d'entamer mercredi une grève de deux jours.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les travailleurs du secteur de la solidarité, hormis ceux de l'administration centrale, perçoivent leurs salaires de manière aléatoire. Leur versement se fait un mois sur deux. Et pour cause, les directions de l'action sociale ne disposent pas d'assez de ressources pour payer les employés.

Certains responsables au niveau local sont réduits à faire

des engagements auprès des receveurs afin que ces derniers versent à découvert les salaires. Une situation qui, aux dires de l'Union nationale des travailleurs du secteur de la solidarité sous l'égide du Snapap, dure depuis quatre années mais s'est sensiblement aggravée les derniers mois.

C'est justement pour dire le ras-le-bol des travailleurs que le syndicat autonome appelle à un ras-

semblement samedi prochain devant le siège du ministère de la Solidarité. Objectif : casser le mur de la peur et dire le ras-le-bol des employés qui, selon le syndicat qui les représente, ne peuvent plus admettre le mépris affiché par une tutelle qui n'est même plus en mesure de faire des prévisions budgétaires correctes. Après ce rassemblement, les employés du secteur entreront en grève les 11 et 12 avril. Farid Boukerra, le pré-

sident de l'union des travailleurs du secteur, affirmait hier que les manœuvres du ministère visant à maintenir les travailleurs dans la précarité pour éclipser les problèmes de fond sont vaines.

La preuve, les travailleurs, tout en revendiquant le versement régulier des salaires, exigent également la promulgation d'un statut particulier digne des sacrifices consentis par eux. La mouture présentée par la tutelle est rejetée par

le syndicat qui considère qu'elle consacre un recul et une perte d'acquis. Ce même syndicat exige le respect du droit à l'activité syndicale régulièrement remis en cause par les directeurs de wilaya. Il s'étonne d'une note émanant du ministère demandant aux directeurs de l'action sociale de «tolérer» l'activité syndicale, comme si cette dernière n'était pas constitutionnellement reconnue par la loi.

N. I.

APPROVISIONNEMENT EN ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Une instruction pour favoriser la production nationale

Toutes les structures de santé relevant du ministère de la Santé seront instruites dès aujourd'hui pour s'approvisionner en équipements médicaux fabriqués en Algérie. Une mesure annoncée hier par le ministre de la Santé.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Lors de l'inauguration du Salon international de l'équipement hospitalier et médical (SIEHM) à Alger, le ministre de la Santé, Djamel Ould-Abbès, a déclaré qu'une instruction sera émise dès demain (jeudi ndlr) à toutes les structures de santé relevant de mon département, pour favoriser lors de leurs approvisionnements en équipements et matériaux médicaux, ceux fabriqués en Algérie».

Une mesure qui, selon lui, permettra d'encourager les capacités algériennes pour fabriquer algérien. D'autant, poursuit-il, «les produits fabriqués localement sont de très bonne qualité même si certains continuent à préférer les produits importés.» Il a ainsi appelé à se débarrasser du «complexe vis-à-vis de la production étrangère».

Organisé par l'Agence de communication Comevent, le SIEHM se tiendra jusqu'au 8 avril prochain, au Palais des expositions des Pins-Maritimes. Plus d'une soixantaine d'opérateurs nationaux et internationaux venus d'Europe, d'Amérique, d'Amérique du Sud et même d'Asie, ont pris part à ce Salon.

D'ailleurs, l'édition de cette année se distingue par une forte participation des marques asia-

tiques, notamment dans les domaines du diagnostic, imagerie, chirurgie, laboratoire et dentaire.

Quant à la participation nationale, les organisateurs évoquent une «nette progression» par rapport à l'édition précédente. Ainsi, les opérateurs algériens représentent 19% de la participation, soit une hausse de 5% par rapport à 2011.

Ces entreprises nationales sont versées essentiellement dans la fabrication du mobilier médical, les systèmes de réfrigération et les équipements de laboratoires.

Ce rendez-vous professionnel vise la promotion de l'offre en matière de dispositifs médicaux innovants. Il constitue également «un espace d'échange et de prise de contact entre les différents acteurs du secteur», précisent les organisateurs.

R. N.

BÉJAÏA

Les travailleurs de l'Entreprise de réparation navale en grève illimitée

Les travailleurs de l'Entreprise de réparation navale de Béjaïa (Erenav) observent depuis dimanche dernier un mouvement de grève illimitée pour réclamer de meilleures conditions de travail et des augmentations salariales.

Dans sa plateforme de revendications transmise à l'employeur, la section syndicale de l'Erenav de Béjaïa, affiliée à l'UGTA, demande l'harmonisation et une augmentation des salaires, la permanisation du personnel contractuel ainsi que le paiement des heures supplémentaires. Les travailleurs protestataires exigent, par la même occasion, le renouvellement des équipements et installations de l'unité, la rénovation de l'outil principal de mise à sec et de mise à flot, à savoir le dock flottant. «Notre unité réalise un important chiffre d'affaires malgré le manque d'effectif. Nos revendications ont été à maintes reprises portées à la connaissance de l'employeur qui persiste à faire la sourde oreille», se sont plaints les protestataires qui se disent déterminés à maintenir leur mouvement de grève jusqu'à la satisfaction de leurs doléances.

A. K.